



Communiqué commun de l'intersyndicale parisienne

Les organisations parisiennes CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF se sont rencontrées. Notre travail commun de 2016 contre la loi El Khomri et du 30 janvier 2017 (rassemblement et meeting unitaire régional) a permis des échanges directs, cordiaux et fructueux.

Les 5 organisations syndicales se sont félicitées de la mobilisation unitaire du 1^{er} mai et ont partagé une même analyse du contexte actuel.

Tout d'abord, la situation sociale est dégradée en raison des réformes du quinquennat Hollande favorables aux intérêts capitalistes. Nous ne nous résignons pas à l'aggravation du chômage, à l'amplification de la précarité, à l'accroissement des inégalités, au recul des services publics et de la protection sociale.

Le pacte de « responsabilité » est un échec : les fonds versés au patronat ont permis d'augmenter les profits mais certainement pas de réduire le chômage. Les richesses produites par les travailleur-euses doivent permettre d'augmenter les salaires, les pensions de retraite et les diverses allocations. C'est ainsi que les besoins sociaux pourront être satisfaits.

Compte tenu de la situation sociale dégradée, il y a urgence à impulser des luttes interprofessionnelles unitaires afin de gagner sur les revendications en matière d'emploi, de salaire, de conditions de vie, au travail et hors travail.

Nous alertons sur les dangers des projets du gouvernement, qui veut procéder par ordonnances cet été pour réformer en profondeur le code du travail, réduire le nombre de fonctionnaires, augmenter la CSG notamment pour les retraité-e-s. Nous nous appuyons sur le communiqué régional daté du 12 juin de nos 5 organisations qui décrypte les projets du gouvernement.

Concernant l'enseignement supérieur, nous dénonçons les complexités administratives des inscriptions dans les universités sur fond de sélection en hausse, sans compter la question (véritable reflet des inégalités sociales) du logement des étudiants qui accroît les difficultés. Par ailleurs, les étudiant-e-s qui pour près de 50% sont salarié-e-s toute l'année ainsi que les jeunes plus globalement seront durement touchés par la réforme du code du travail prévue par le gouvernement, occupant pour la majorité des emplois déjà précaire.

Nos 5 organisations condamnent la répression anti-syndicale, qu'elle provienne du patronat comme de la Préfecture, et exigent la fin immédiate de l'état d'urgence qui exerce une tension sur celles et ceux qui manifestent. D'ailleurs le Conseil constitutionnel a censuré une disposition qui permettait aux autorités d'empêcher les manifestant-es de descendre dans la rue.

Notre convergence porte aussi sur la démarche syndicale : notre travail militant de conviction est à faire dans les entreprises, administrations et universités, pour construire un puissant rapport de force, tout en nous appuyant sur les luttes existantes.

Les Unions Départementales CGT et FO ont appelé à un premier rassemblement le 6 juin, à proximité de l'Hôtel de Ville, pour exprimer le rejet des projets du gouvernement. D'autres initiatives, à l'occasion de la prise de mandat des députés, sont posées de façon unitaire.

Le nouveau pouvoir exécutif devrait se souvenir que la mobilisation conjointe et intergénérationnelle des salarié-e-s, étudiant-e-s et de toute la jeunesse constitue une force irrésistible : nous allons nous y employer.

Paris, le 20 juin 2017